

SECTION 0. AVIS D'APPEL D'OFFRES (AA0)

Avis d'appel d'offres

Nom de l'Autorité contractante : Agence de développement de Sèmè City (ADSC)

Objet : Recrutement d'un prestataire de service pour la mise en place un centre de supervision de sécurité (Matériel et logiciels)

Référence SIGMAP : S_DIPS_78049

Avis N° 0521/ADSC/PRMP-DPSI/APM/SP-PRMP/2023 du 27-NOV 2023

Identification de la procédure : Appel d'Offres National Ouvert

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics de l'Agence de Développement de Sèmè City (ADSC) publié sur le portail web des marchés publics du Bénin le 20 avril 2023.

2. L'Agence de Développement de Sèmè City (ADSC) a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget au titre de l'années 2023, des fonds afin de financer le projet SÈMÈ CITY, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au recrutement d'un prestataire de service pour la mise en place d'un centre de supervision de sécurité (Matériel et logiciels). Le marché est inscrit au PPM de l'agence sous le numéro F_DIPS_78049.

3. L'Agence de Développement de Sèmè City (ADSC) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour réaliser les services suivants :

- fourniture, déploiement et paramétrage de la solution de cybersécurité ;
- fourniture de deux (02) écrans de monitoring 65 pouces et leurs fixations pour la solution destinée au monitoring ;
- transfert de compétences ;
- formation des administrateurs à la cybersécurité ;
- élaboration des procédures opérationnelles de gestion de la solution conformément aux exigences de la PSSIE ;
- maintenance de la solution sur une durée de trois (03) ans ;
- fourniture de la solution matérielle (serveur robuste de nouvelle génération avec les logiciels requis) qui abritera la plateforme de cybersécurité indépendamment de l'existant ;
- accompagnement opérationnel du centre de supervision de sécurité.

Il est à noter que les prestations attendues de la mission seront réalisées dans un délai de trois (03) mois à l'exception de l'accompagnement opérationnel du centre de supervision qui

devra durer neuf (09) mois et la maintenance annuelle de la solution sur une durée n'excédant pas vingt-quatre (24) mois.

Le présent appel d'offre est en lot unique et les variantes ne pourront pas être prises en considération.

4. La participation à cet appel d'offres ouvert telle que définie dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant Code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats, remplissant les conditions définies dans le présent dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des clauses 61 et 121 de ladite loi.

5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la *Personne Responsable des Marchés Publics ou son mandataire* ; Email : **sc.prmp@semecity.com** et prendre connaissance des documents d'appel d'offres au secrétariat permanent des marchés publics de l'ADSC sis au Quartier Djominhountin "Immeuble Sèmè One No 740, rue 12.052" à Cotonou, Tél : (+229) 21 36 88 15, tous les jours ouvrables de 8h 00 à 12h 30 minutes et de 14h à 17h 30 minutes.

6. Les exigences en matière de qualification sont :

a) Pour les anciennes entreprises

❖ Exigences techniques et expériences :

- Être une structure spécialisée en cyber sécurité au Bénin et en apporter la preuve (par un agrément, un acte de partenariat appuyé dans un cas ou dans un autre du registre de commerce) ;
- Avoir effectivement exécuté en tant que prestataire ou sous-traitant au cours des cinq (05) dernières années (2018 à 2022) et l'année 2023 en cours au moins :
 - deux (02) marchés qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel relatifs à la fourniture et le déploiement et/ou la formation en solutions de cybersécurité ;
 - deux (02) marchés qui ont été exécutés de manière satisfaisantes et terminés, pour l'essentiel relatifs à l'implémentation de centre d'opération de sécurité dans un environnement comprenant plusieurs nœuds de réseau (idéalement 300 nœuds au moins).
- Être un représentant officiel au Bénin de l'éditeur de la solution proposée et en apporter la preuve et disposer d'une autorisation de fabricant pour chaque éditeur de solutions proposées ;
- Disposer d'un niveau d'accréditation au moins Gold partenaire au Bénin sur la solution de cyber sécurité et en apporter la preuve ;
- Fournir le certificat (autorisation de fabricant ou autres pièces tenant lieu) de partenariat du constructeur de la solution matérielle (serveur robuste de nouvelle génération avec les logiciels requis) qui abritera la plateforme de cybersécurité indépendamment de l'existant) proposée ;
- Disposer du personnel clé requis pour la mise en place du centre de supervision de sécurité et du personnel qualifiée pour assurer l'externalisation de certaines tâches dans un contexte de SOC managé et pouvant utiliser de manière efficiente les outils à acquérir. (Voir le détail des profils demandés dans le DAO).

❖ Exigences financières :

- Avoir un minimum de chiffres d'affaires annuel moyen des activités de services ou de fournitures d'un montant de **quatre-vingt-quatre millions sept cent quarante-cinq mille sept cent soixante-deux (84 745 762) Francs CFA**, qui correspond au total des

Dossier d'appel d'offres relatif au recrutement d'un prestataire de service pour la mise en place un centre de supervision de sécurité (Matériel et logiciels)



paiements ordonnancés pour les marchés en cours ou achevés au cours des trois (03) dernières années (2020, 2021 et 2022) ;

- Justifier par une attestation d'une banque ou d'une institution financière agréée au Bénin ou ayant un correspondant au Bénin, de l'accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :
 - (i) besoins en financement du marché : **onze millions trois cent mille (11 300 000) Francs CFA,**
 - (ii) besoins en financement pour les autres engagements en cours du candidat.

b) Pour les entreprises naissantes et celles qui n'ont pas encore trois (03) années d'existence

❖ Exigences techniques et expériences :

- Être une structure spécialisée en cyber sécurité au Bénin et en apporter la preuve (par un agrément, un acte de partenariat appuyé dans un cas ou dans un autre du registre de commerce) ;
- Être un représentant officiel au Bénin de l'éditeur de la solution proposée et en apporter la preuve et disposer d'une autorisation de fabricant pour chaque éditeur de solutions proposées ;
- Disposer d'un niveau d'accréditation au moins Gold partenaire au Bénin sur la solution de cyber sécurité et en apporter la preuve ;
- Fournir le certificat (autorisation de fabricant ou autres pièces tenant lieu) de partenariat du constructeur de la solution matérielle (serveur robuste de nouvelle génération avec les logiciels requis) qui abritera la plateforme de cybersécurité indépendamment de l'existant) proposée ;
- Disposer du personnel clé requis pour la mise en place du centre de supervision de sécurité et du personnel qualifiée pour assurer l'externalisation de certaines tâches dans un contexte de SOC managé et pouvant utiliser de manière efficiente les outils à acquérir. (Voir le détail des profils demandés dans le DAO)

❖ Exigences financières :

- Fournir une police d'assurance des risques professionnels ;
- Justifier par une attestation d'une banque ou d'une institution financière agréée au Bénin ou ayant un correspondant au Bénin, de l'accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :
 - (i) besoins en financement du marché : **onze millions trois cent mille (11 300 000) Francs CFA,**
 - (ii) besoins en financement pour les autres engagements en cours du candidat.

**BON A LANCER
CCMP/PR**

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

7. Le délai de réalisation de la prestation est réparti comme suit : trois (03) mois pour la mise en place du centre de supervision de sécurité, neuf (09) mois pour l'accompagnement opérationnel du centre et vingt-quatre (24) mois pour la maintenance de la solution.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier d'appel d'offres complet à compter du **28 NOV 2023**. Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version

électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics de l'**Agence de Développement de Sèmè City sise au Quartier Djominhoutin "Immeuble Sèmè One No 740, rue 12.052" à Cotonou, Tél : (+229) 21 36 88 15**. Le dossier d'appel d'offres sera adressé aux candidats à leurs frais par la poste. Ce dossier peut être obtenu par voie électronique à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier.

Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de régulation des marchés publics.

9. Les offres sont rédigées en langue française et devront être déposées en deux (02) exemplaires physiques, à savoir, un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée de l'offre sur clé USB sous le format PDF, le tout dans une enveloppe unique à l'adresse ci-après : **Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics de l'Agence de Développement de Sèmè City (ADSC) sise au Quartier Djominhoutin "Immeuble Sèmè One No 740, rue 12.052 à Cotonou** au plus tard le **19 DEC 2023** à 10 heures 00 minute.

Le défaut de présentation de l'offre suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et dates ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes et aux frais des soumissionnaires concernés.

10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'adresse ci-après : **Salle de réunion de l'ADSC, le 19 DEC 2023** à 10 heures 30 minutes.

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de **huit cent quarante-sept mille quatre cent cinquante-huit (847 458) Francs CFA**.

En ce qui concerne les micro, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration suivant le modèle prévu dans les formulaires de soumission du dossier d'appel d'offres.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de soumission.

Cotonou, le **27 NOV 2023**


Mondoukpè H. FADONUGBO
PRMP/ADSC

**BON A LANCER
CCMP/PR**